

**Conseil de sécurité**

Distr.
GENERALE

S/26352
25 août 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT HAÏTI

1. L'Accord de Governors Island signé par le Président de la République d'Haïti, le révérend père Jean-Bertrand Aristide, et par le commandant en chef des Forces armées d'Haïti (FADH), le général Raoul Cédras, prévoit, au paragraphe 5, une "assistance pour la modernisation des forces armées d'Haïti et [la] création d'une nouvelle police avec la présence de personnels de l'ONU dans ces domaines" (S/26063, par. 5).

2. Comme je l'indiquais au paragraphe 14 de mon rapport au Conseil de sécurité en date du 12 juillet 1993 (S/26063), je prévoyais de présenter au Conseil, après avoir procédé à des consultations avec le Gouvernement constitutionnel d'Haïti, des recommandations concernant l'assistance que l'Organisation des Nations Unies pourrait apporter à la modernisation des forces armées ainsi qu'à la création d'une nouvelle force de police. Dans la lettre qu'il m'a adressée le 15 juillet 1993 (S/26085), le Président du Conseil de sécurité m'a informé que le Conseil était prêt à prendre d'urgence les mesures nécessaires à cet égard lorsque je lui aurais présenté mes propositions. Comme suite à la lettre que le Président Aristide m'a adressée le 24 juillet 1993 (S/26180, annexe), je suis maintenant en mesure de faire les recommandations nécessaires au Conseil de sécurité. Formulées ci-après, celles-ci sont fondées sur les conseils de M. Dante Caputo, Envoyé spécial des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui s'en est entretenu avec le Gouvernement constitutionnel. Les "amis du Secrétaire général pour Haïti", à savoir le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Venezuela, ont également apporté une contribution précieuse à l'élaboration de ces recommandations.

Assistance en matière de police

3. Bien que la Constitution haïtienne prévoie une force de police distincte des forces armées, les attributions des FADH incluent actuellement à la fois des fonctions militaires et des fonctions de police. Conformément au paragraphe 7 de l'Accord de Governors Island, et au paragraphe 4 du Pacte de New York en date du 16 juillet 1993 (voir S/26297, annexe), une loi sur la création d'une nouvelle force de police doit être adoptée selon une procédure d'urgence. L'Accord de Governors Island prévoit à l'article 5 la présence de personnels de l'ONU appelés à aider à la mise en place de ladite force. En attendant que celle-ci ait été créée, le Président Aristide a demandé, dans sa lettre du 24 juillet 1993, que l'Organisation des Nations Unies apporte conseils et assistance en vue d'améliorer le fonctionnement des forces de sécurité

existantes, s'agissant en particulier de veiller au respect des droits de l'homme.

4. On se souviendra que la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH), composée de deux contingents, l'un de l'ONU et l'autre de l'OEA, et conjointement financée par les deux organisations, a été mise en place en février 1993 en vue de vérifier que le nécessaire était fait pour assurer le respect des droits de l'homme et mettre fin à toutes formes de violence. Le personnel de police civile qu'il est recommandé de déployer en Haïti selon les modalités exposées ci-après pourrait tirer parti de l'expérience que la MICIVIH a déjà acquise en Haïti et de l'information qu'elle y a recueillie, et coordonnerait ses activités avec celles de la Mission, dont l'effectif comprend maintenant près de 200 personnes déployées dans toute l'île.

5. En attendant que les dispositions nécessaires aient été prises en vue de la création d'une nouvelle force de police, y compris la nomination d'un commandant en chef de la police par le Président d'Haïti, conformément à la procédure prévue à l'article 141 de la Constitution haïtienne, la police civile des Nations Unies aiderait le Gouvernement à superviser les activités de ceux des personnels des FADH qui exercent actuellement des fonctions de police. Ses membres seraient désignés sous le nom d'observateurs de police des Nations Unies. Ils oeuvreraient en liaison avec la police haïtienne à tous les niveaux, afin de pouvoir la guider et la conseiller, suivre la manière dont les opérations de police sont conduites et veiller au respect du droit ainsi qu'à l'adoption de saines pratiques en matière de police.

6. Les observateurs de police renforceraient la présence internationale en Haïti, témoignant ainsi de la volonté résolue qu'a la communauté internationale de rétablir la démocratie dans ce pays. Leur déploiement aiderait également à contenir l'agitation au cours du processus délicat que constitue la mise en application de l'Accord de Governors Island et des accords politiques que contient le Pacte de New York. Ce processus a d'ores et déjà commencé, et la mise en place des effectifs de police civile devrait commencer immédiatement après que le nouveau Premier Ministre aura pris ses fonctions (voir S/26180, pièce jointe).

7. En consultation avec le Gouvernement haïtien, l'ONU aiderait par la suite à établir une académie de police et à former une nouvelle génération de policiers haïtiens. Les observateurs de police seraient progressivement retirés au fur et à mesure que les membres de la nouvelle police civile prendraient leurs fonctions.

8. On estime à 567, au total, le nombre des observateurs de police nécessaires aux fins exposées ci-dessus.

9. Afin d'être en mesure de s'acquitter comme il convient de leurs fonctions, les observateurs de police devraient avoir accès à tous éléments d'information concernant le déploiement des personnels chargés de fonctions de police civile, y compris la répression de l'agitation, et pouvoir se déplacer en complète liberté sur tout le territoire haïtien.

10. Les observateurs de police devraient également être habilités à s'entretenir librement et confidentiellement avec toute personne ou groupe,

y compris les membres des FADH chargés de fonctions de police, ceux de la nouvelle force de police haïtienne et ceux du personnel du Ministère de la justice et des autres organes concernés du système judiciaire haïtien, ainsi qu'à recueillir tous éléments d'information jugés pertinents.

11. Les observateurs de police seraient habilités à présenter des recommandations concernant telle ou telle affaire ou situation particulière, ainsi qu'à s'enquérir de la suite donnée auxdites recommandations auprès des autorités compétentes. Ils auraient également à mettre en oeuvre un programme d'information et de sensibilisation visant à expliquer les tâches qui leur seraient confiées, ainsi qu'à faire comprendre et respecter la nouvelle force de police civile.

Assistance à la modernisation des forces armées

12. Comme le Président Aristide le proposait dans sa lettre du 24 juillet 1993, il est en outre recommandé que l'ONU aide à mettre en oeuvre un programme de modernisation militaire en fournissant des équipes d'instructeurs et une unité du génie construction. Les équipes envisagées seraient constituées de 12 instructeurs chacune, l'effectif complet se composant à tel ou tel moment d'une soixantaine de ceux-ci. Elles se succéderaient à intervalles rapprochés, au fur et à mesure que l'instruction dans une discipline s'achèverait et que la suivante serait abordée.

13. Les équipes dispenseraient à l'intention des officiers et sous-officiers aux niveaux de l'état-major, de la région et de l'unité une instruction axée sur certaines fonctions ne ressortissant pas à l'usage de la force. Le programme serait échelonné de façon à répondre aux besoins d'instruction déterminés en coordination entre le chef de la Mission des Nations Unies et le Gouvernement haïtien. Il aurait pour objet de faire acquérir aux soldats haïtiens les aptitudes voulues pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur seront assignées en conformité avec l'article 266 de la Constitution haïtienne lorsque la responsabilité de la sécurité intérieure passera des FADH à la nouvelle force de police civile. Il serait donc axé sur le génie militaire (construction de routes, forage de puits, par exemple), d'une part, et sur les secours en cas de catastrophe, les opérations de sauvetage et la surveillance des côtes et des zones côtières, de l'autre.

14. Afin d'asseoir cette instruction sur des bases solides, l'ONU aiderait le Gouvernement haïtien à élaborer un code de conduite moderne, à réformer le système de justice militaire et à améliorer l'efficacité de l'inspection générale des FADH.

15. Outre le programme d'instruction, une unité du génie construction comprenant 500 hommes environ, tous grades confondus, serait chargée d'aider l'armée haïtienne à exécuter des projets de construction entrant dans le cadre de la modernisation des forces armées et pouvant avoir un effet bénéfique pour la population civile. Ces projets conçus en consultation avec le Gouvernement haïtien visent à donner au personnel militaire une formation sur le tas orientée vers la construction et le génie. Ils comportent les éléments suivants :

- a) Construction de nouvelles casernes;

b) Réaménagement, en vue de leur utilisation à des fins civiles, d'installations militaires dont les FADH n'auront plus l'usage dans l'accomplissement de leur nouvelle mission;

c) Rénovation d'installations médicales;

d) Réfection de routes et forage de puits dans les zones rurales.

Les activités prévues seraient menées à bien dans les six à huit mois. Des projets supplémentaires pourraient être mis au point si le Gouvernement haïtien le souhaitait.

Mission des Nations Unies en Haïti

16. La mission appelée à s'acquitter des tâches décrites ci-dessus serait désignée sous le nom de "Mission des Nations Unies en Haïti". Elle serait placée sous le commandement de l'ONU, exercé par le Secrétaire général sous l'autorité du Conseil de sécurité. Le Représentant spécial du Secrétaire général qui la dirigerait sur le terrain, à savoir l'Envoyé spécial qui supervise d'ores et déjà les activités de la MICIVIH, coordonnerait les activités des deux missions. Il rendrait compte au Secrétaire général du déroulement de la Mission des Nations Unies en Haïti. La composante police civile serait dirigée par un commissaire de police qui ferait rapport au Représentant spécial. Constituée d'instructeurs militaires et d'une unité du génie construction, la composante militaire serait dirigée par un commandant qui ferait lui aussi rapport au Représentant spécial.

17. Pour ce qui est des modalités de fonctionnement, il est prévu que la Mission des Nations Unies en Haïti ait son siège à Port-au-Prince et un certain nombre d'antennes dans différentes parties du pays. Il faudrait, comme on l'a déjà fait observer, que la liberté de mouvement et de communication, de même que les autres droits nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche lui soient assurés. Il faudrait de même que toutes les dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies s'appliquent à son personnel. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait d'établir la Mission, j'engagerais les consultations nécessaires en vue de conclure un Accord sur le statut de la Mission conçu suivant les modalités habituelles.

18. Le personnel de la composante police civile et celui de la composante militaire de la Mission seraient fournis par les gouvernements des Etats Membres à la demande du Secrétaire général. Les membres de chacune des composantes porteraient leur uniforme national avec le béret et les insignes des Nations Unies et seraient munis d'armes de poing destinées à leur protection personnelle.

19. Je soumettrai dès que possible, dans un additif au présent rapport, un état des incidences administratives et financières de la Mission décrite ci-dessus, dont le coût est provisoirement estimé à 37 millions de dollars des Etats-Unis, environ, pour une période initiale de six mois.

20. Il est recommandé au Conseil de sécurité, sur la base du présent rapport, d'autoriser la mise en place et le déploiement immédiat, dès que les conditions fixées dans l'Accord de Governors Island seront remplies, de la Mission des Nations Unies en Haïti, pour une période initiale de six mois. La durée de la Mission serait périodiquement réexaminée au regard des progrès réalisés en ce qui concerne le rétablissement de la démocratie en Haïti.
